

Une nouvelle intervention américaine prévue au Libéria - 1/1

A la suite de multiples pressions politiques venues des quatres coins de la planète, Georges W. Bush et son gouvernement se préparent à une nouvelle intervention militaire au coeur de l'Afrique noire.

D'après les sources que j'ai pu obtenir, le président américain a déclaré vouloir étudier et exploiter, je cite : "toutes les options" possibles pour qu'un cessez-le-feu soit instauré et respecté. De plus, Mr Bush a demandé à ce que le président libérien, Mr Charles Taylor, démissionne de son poste de chef de l'Etat et ensuite formulé la volonté d'un départ en exil de Taylor. Colin Powell, secrétaire d'Etat, a peu après affirmé aux médias américains avoir averti personnellement Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, de ce projet militaire en cours, mais a précisé que Mr Bush restait encore et toujours indécis sur la méthode la plus adéquate à employer dans le cas du Libéria. En outre, Colin Powell, de même que Donald Rumsfeld, secrétaire d'état à la défense, et que Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité de l'Etat américain, ont tous trois fait part de leur opinion sur la question au président et ensuite ont indiqué vouloir laisser la décision ultime à leur "patron" en laissant tout de même planer quelques doutes sur leurs propres choix.

Georges W. Bush s'est rendu sur le continent africain du 7 au 12 juillet dernier, et ceci pour la première depuis son élection, en novembre 2000. De nombreuses personnes, à Washington, notamment des parlementaires, s'attendait à ce que le président prenne une quelconque décision avant ce départ.

Washington subit par ailleurs de nombreuses pressions à l'échelle internationale, exercées notamment par Kofi Annan, Londres, Paris, ou certains pays voisins du Libéria, pour que les moyens militaires américains prennent la tête d'une "force multinationale de paix". Certains hauts responsables américains ont envisagés d'autres solutions, sans toutefois exclure celle-ci. En sus, La Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest, abrégée CEDEAO, a délégué un groupe d'"observateurs" afin de vérifier la bonne mise en place et le respect du cessez-le-feu, signé le 17 juin dernier au Ghana, et passant un accord entre le gouvernement libérien et deux groupes rebelles de ce même pays.

Selon mes sources, bon nombres de Libériens demandent à tout prix le déploiement de troupes apportant la paix au sein du pays, troupes menées par les Etats-Unis, qui ont toujours gardés des liens historiques avec le Libéria, pays créé au milieu du XIX^e siècle, à l'époque de la Révolution Industrielle de 1848, afin d'accueillir des esclaves américains affranchis. A Monrovia, capitale libérienne, le clivage général demeure calme, malgré une situation considérée comme désastreuse.

L'ONU a délégué ses meilleurs membres du Conseil de la sécurité en Afrique de l'Ouest afin d'observer la crise dont doit faire face le Libéria. Jeremy Greenstock, ambassadeur britannique et chef de cette délégation onusienne, a affirmé que le Nigéria deviendrait terre d'accueil à Charles Taylor. Or, certains diplomates onusiens de New York ont fait savoir que ce dernier a décliné l'offre d'exil proposée par le Nigéria.